

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 10/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STB MATERIAUX

ZA parc A 14 rue d'Epinoy Templemars
CS 60120
59637 Wattignies cedex
59175 Templemars

Références : 2025 - V3 - 260

Code AIOT : 0007003170

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2025 dans l'établissement STB MATERIAUX implanté La Sablière 59127 Malincourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par arrêté préfectoral du 11 juin 2024, M. le préfet a rendu redevable l'exploitant d'une astreinte journalière de 1500 euros jusqu'à satisfaction de la mise en demeure prononcée par l'arrêté préfectoral du 7 juin 2021.

La visite d'inspection du 19 juin 2025 a pour objectif de constater le respect de la mise en demeure du 7 juin 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STB MATERIAUX
- La Sablière 59127 Malincourt
- Code AIOT : 0007003170
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de sable et craie sur le territoire de la commune de Malincourt, d'une surface de 8,5 ha (surface d'extraction de 6,4 ha), d'une capacité de 200 000 t/an, autorisée pendant 25 ans dont 10 ans de remise en état par remblayage avec des matériaux inertes extérieurs.

La remise en état a pour objet de remblayer l'excavation et de reconstituer un sol cultivable.

Cette carrière est mitoyenne d'une autre carrière, dite de Crèvecoeur, également exploitée par la société STB Matériaux.

Un signalement a été effectué le 25/11/2020 auprès de la préfecture du Nord, par le propriétaire d'une des parcelles riveraines. Il met en cause les hauteurs de merlons en périphérie sur la partie Crèvecoeur en apparence plus élevées que prévu.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- ISDI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant est invité à justifier par tous moyens de preuve de la réception, sur la carrière de Crèvecœur sur l'Escaut, des déchets inertes évacués depuis la carrière de Malincourt

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Remise en état	AP de Mise en Demeure du 07/06/2021, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a commencé à évacuer les déchets inertes mais n'a pas atteint la cote du terrain naturel prescrite à l'article 1.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mai 2004. L'exploitant doit remettre en état le site afin de lui rendre son usage antérieur soit un usage agricole. Au 19 juin

2025, l'exploitant n'a pas évacué l'ensemble des déchets inertes en surplus, la mise en demeure est maintenue et la sanction administrative également.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : La société STB Matériaux exploitant une carrière de sable sise au lieu-dit la Sablière sur la commune de Malincourt est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1.7 §1 et 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/05/2004 en évacuant les déchets présents sur site et présentant des hauteurs supérieures au niveau du terrain naturel dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Les déchets doivent être évacués dans une filière dûment autorisée. Les justificatifs d'enlèvement sont transmis à l'inspection dès réalisation.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 19 juin 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant a évacué en partie l'excédent des déchets inertes . Par courriel du 22 octobre 2025, l'exploitant confirme avoir "retiré environ 30 000 m3 de matériaux entreposés sur la carrière de Crèvecoeur", soit un tiers environ du volume des déchets initialement constatés. Les hauteurs de déchets inertes restent supérieures à celles du terrain naturel et ne sont pas compatibles avec un usage agricole tel que défini dans l'article 1.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mai 2004. L'exploitant ne respecte pas intégralement les prescriptions de l'article 1.7 § 1 et 2 de l'arrêté d'autorisation du 11 mai 2004. L'inspection des installations classées n'est pas en mesure de proposer à M. le préfet d'abroger les arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 7 juin 2021 et d'astreinte du 11 juin 2024 mais elle tient compte de l'avancement des travaux effectués par l'exploitant en proposant au préfet de réduire le montant de l'astreinte journalière au prorata des déchets inertes évacués, à compter de la date des constats, le 19 juin 2025, soit une astreinte journalière de 1000 euros.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans le courriel du 22 octobre 2025, l'exploitant explique que les déchets inertes retirés sur la carrière de Malincourt sont transférés sur la carrière de Crèvecoeur sur l'Escaut, carrière exploitée en continuité avec la carrière de Malincourt mais encadrée par un arrêté préfectoral distinct. Pour justifier du transfert des déchets inertes, l'exploitant a transmis, dans ce courriel, un tableau en version modifiable du suivi de la production de la carrière de Crèvecoeur sur l'Escaut et des quantités de déchets inertes acceptées sur cette carrière. Les deux entités étant juridiquement distinctes, l'exploitant doit mettre en oeuvre une gestion des transferts d'un site à l'autre qui réponde aux exigences de la réglementation en matière de sortie et d'entrée de déchets sur site, c'est à dire que tous les mouvements doivent être tracés (lieu de production, quantité, transporteur, nature des déchets, etc). En tenant compte de la situation géographique et juridique des deux sites, et afin de justifier de manière satisfaisante les déplacements de déchets inertes, l'inspection des installations classée

invite l'exploitant à transmettre un rapport d'un géomètre expert ou à estimer les volumes par passage de drone ou tout autre moyen de preuve permettant d'obtenir des données fiabilisées concernant les volumes présents sur chaque site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois